



SE PRÉPARER POUR UN MONDE INCONNU

Nous devons œuvrer ensemble pour résoudre les problèmes révélés par la crise

Era Dabla-Norris, Vitor Gaspar et Kalpana Kochhar

Nous devons coopérer, collaborer, utiliser les mécanismes et les outils qui ont été créés pour secourir ceux qui ont faim et qui sont malades et mettre en place des instruments qui stabiliseront les économies de notre monde ou œuvreront à le faire.

— Fred Vinson (délégué des États-Unis à Bretton Woods, futur président de la Cour suprême) Commission I, 1944

Si j'avais assisté à la Création, j'aurais donné quelques conseils pour mieux ordonner l'univers.

— Alfonso X, roi d'Espagne, 1252–84.

Lorsque la pandémie de COVID-19 se sera éloignée, nous verrons combien tout a changé par rapport au monde qui était le nôtre. Mais la crise actuelle renferme de profonds enseignements pour l'avenir. Lorsque les délégués internationaux se sont réunis à Bretton Woods en juillet 1944 pour réinventer le monde d'après-guerre, la guerre était loin d'être terminée. Pourtant, ayant à l'esprit les occasions manquées après la première guerre mondiale, ils ont compris qu'il ne fallait plus se concentrer sur la fin de la guerre mais sur l'établissement de nouveaux fondements. Bien que les défis que l'économie mondiale doit aujourd'hui affronter soient très différents, d'importants parallèles demeurent. Il est tout aussi

important d'agir d'urgence et vite que de mobiliser des ressources à échelle réelle.

Il existe un grand nombre d'inconnues autour du temps qu'il faudra pour développer et distribuer des vaccins efficaces, de la durée et de la probabilité de nouvelles vagues et de nouveaux confinements, ainsi que des répercussions économiques *in fine*. Malgré tout, on peut dégager des points de repère pour un ordre international post-COVID-19.

Premièrement, une collaboration internationale est essentielle autour de l'élaboration de mesures de santé publique efficaces fondées sur un solide consensus scientifique concernant les causes et l'atténuation de la maladie. Avant cette pandémie, les grandes réussites de la coopération internationale portaient essentiellement sur des initiatives public-privé dans le secteur de la santé dont les principales caractéristiques étaient la transparence, la responsabilité et un large engagement. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Gavi, l'Alliance du Vaccin, et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies en sont quelques exemples. Il serait bon que les gouvernements réfléchissent à ce qui n'a pas fonctionné cette fois-ci et tentent de comprendre comment le financement de projets d'intérêt général peut s'appuyer sur les initiatives existantes, car cela pourrait définir les activités de recherche et développement concernant les vaccins et les diagnostics pour d'autres épidémies.

Les mesures de santé publique ne peuvent être assurées si la pandémie ne fait pas l'objet d'une attention universelle. Les pays émergents et les pays en développement, dont beaucoup manquent manifestement de moyens pour lutter contre le choc sanitaire et économique actuel, sont de plus en plus exposés à la propagation de la maladie. On ne peut écarter le risque d'une troisième vague de la pandémie, ni d'autres encore, si le virus n'est pas endigué partout. Les demandes de financement pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie dans les pays les plus pauvres sont entendues. Il est néanmoins tout aussi primordial de veiller à ce que les futurs vaccins et traitements soient rapidement produits et distribués partout dans le monde, à un prix accessible. Pour y parvenir, il faudra concevoir et appliquer des règles encadrant les prix et la fabrication de manière à valoriser la collaboration et la solidarité internationales.

Deuxièmement, le Grand Confinement a sans ambages placé les technologies au premier plan du travail, de la consommation, de l'approvisionnement, des échanges et des livraisons. De la prévision et modélisation des poussées épidémiques au traçage des contacts, les technologies sont largement mobilisées pour lutter contre la pandémie. La visioconférence, le bureau à distance et les nouvelles plateformes sociales donnent une impulsion presque immédiate au télétravail, une tendance qui perdurera probablement après la levée des mesures de confinement. La numérisation des services — de la télémédecine au téléenseignement en passant par les paiements sans espèces et l'aide d'urgence aux personnes vulnérables — est au cœur des mesures nationales. La nécessité des paiements sans contact accélère la transition du paiement en espèces au paiement numérique, tandis que la numérisation des modèles d'entreprise et des chaînes d'approvisionnement réorganise le commerce et les livraisons. Les technologies pourraient jouer un rôle décisif en créant de nouvelles sources de croissance, en stimulant la productivité et en aidant les travailleurs et les entreprises à passer à un monde nouveau et à s'y adapter.

Il est essentiel que les avantages des technologies soient exploités sans laisser personne de côté dans le monde numérique post-COVID-19. Alors que la connectivité est indispensable pour le télétravail, aux États-Unis, plus de 21 millions de personnes n'ont pas accès à l'internet haut débit. Environ 60 % de la population mondiale, surtout des femmes dans les pays émergents et les pays en développement, n'ont toujours pas d'ordinateur ni accès à Internet et il y a en ligne 250 millions moins de femmes que d'hommes. Si les technologies émergentes représentent un vecteur d'égalité important, la fracture numérique pourrait néanmoins s'élargir en l'absence d'infrastructures adaptées et de bonnes structures de gouvernance. Comme en matière de santé publique, des partenariats public-privé innovants pourraient réduire cette fracture et faire en sorte qu'inclusion numérique rime avec inclusion économique.

Il est en outre urgent d'adapter et de réformer les systèmes éducatifs et la formation des travailleurs afin de réduire l'inadéquation des compétences pour un lieu de travail reposant sur les technologies. Cela étant, tous les emplois ne peuvent pas être exercés à domicile. La pandémie de COVID-19 nous montre plus clairement que jamais que, pour reprendre les mots de Martin Luther King, tout travail est digne. Elle a également révélé le décalage entre les travailleurs jugés essentiels dans la lutte menée — comme ceux qui travaillent dans le secteur de la santé, les services aux personnes âgées, l'agriculture ou les magasins d'alimentation — et la précarité des prestations auxquelles ils ont droit ainsi que de leurs emplois. Il faudra combler les graves lacunes en matière de protection sociale de ces travailleurs et des innombrables travailleurs de l'économie informelle.

Troisièmement, les pandémies, comme les aléas climatiques, rappellent brutalement l'importance des phénomènes naturels et la nécessité d'une résilience à long terme. La priorité peut être redonnée à l'action pour le climat et à la durabilité grâce au déploiement de mesures budgétaires de relance de l'économie. Les investissements dans des infrastructures résilientes aux changements climatiques et la transition vers un avenir plus sobre en carbone peuvent entraîner de nombreuses créations d'emplois et la formation de capital à court terme tout en renforçant la résilience économique et environnementale. Ces investissements pourraient notamment porter sur la construction d'infrastructures d'énergie renouvelable et de routes et de structures plus résilientes, l'expansion des capacités du réseau d'électricité, la rénovation énergétique des bâtiments et le développement et le déploiement de techniques décarbonant les industries lourdes. La transition vers une économie plus sobre en carbone est difficile mais impérative ; nous devons relever ce défi ensemble.

L'ordre post-COVID-19 sera instauré. Mais les problèmes révélés si clairement par la crise sont encore présents. Il faut continuer à agir contre la pauvreté, l'inégalité endémique, le déclin de la biodiversité, la dégradation de l'environnement, la rareté de l'eau potable et les inégalités qui existent depuis longtemps dans nos sociétés. La manière dont nous protégeons et élevons les plus vulnérables sera un test pour notre humanité.

Peut-être qu'à toute chose malheur est bon. Sauf en temps de guerre, nous n'avions jamais assisté à une telle mobilisation des ressources à des fins publiques. Mais la guerre actuelle est menée contre un ennemi commun. La solidarité accumulée pendant le confinement mondial et la pandémie pourrait constituer une base précieuse sur laquelle nous pourrions bâtir. **FD**

ERA DABLA-NORRIS est chef de division au département Asie-Pacifique du FMI ; **VITOR GASPARG** est directeur du département des finances publiques du FMI ; **KALPANA KOCHHAR** est directrice du département des ressources humaines du FMI.